

Günther Oettinger, commissaire européen

«Jean-Claude Juncker a le droit de nommer Martin Selmayr à ce poste!»

LES PHRASES CLÉS

«Le président de la Commission, Jean-Claude Juncker, a le droit de choisir lui-même son secrétaire général.»

«J'ai auditionné Martin Selmayr, et il était clair à cet instant qu'il ne serait nommé secrétaire général adjoint que pour une seconde. Et que c'était l'intention de Jean-Claude Juncker de le proposer le lendemain matin comme secrétaire général.»

INTERVIEW VINCENT GEORIS

Günther Oettinger, le commissaire européen aux Ressources humaines, nous reçoit dans son cabinet. Depuis trois jours, la désignation éclair du nouveau secrétaire général de la Commission, l'Allemand Martin Selmayr, fait scandale dans les milieux européens. Günther Oettinger a voulu nous donner sa version des faits.

La presse internationale s'interroge sur la promotion fulgurante et peu transparente du chef de cabinet de Jean-Claude Juncker à la tête de l'administration de plus de 30.000 fonctionnaires. La réputation sulfureuse de Martin Selmayr, dont la puissance n'a cessé de croître au sein des institutions européennes, ajoute au tableau.

Celui qu'on surnomme «Richelieu» est sur la sellette. La commission du contrôle du Parlement européen a décidé mercredi de lancer une enquête sur cette désignation controversée, à la demande des verts.

L'affaire tombe mal alors que la Commission fait l'objet d'autres polémiques, comme la récente rencontre entre son vice-président Jyrki Katainen et l'ancien président de l'exécutif européen, José Manuel Barroso, désormais membre du conseil de Goldman Sachs, alors qu'il avait promis de ne jamais faire de lobbying auprès de la Commission.

Les confidences de Günther Oettinger

Le front soucieux, Günther Oettinger n'attend pas nos questions. Il a voulu cette rencontre, et démarre sur le ton de la confiance. «J'étais à Paris il y a quelques semaines, j'ai rencontré le Premier ministre et le secrétaire général du président Macron. Deux personnes de haut niveau choisies par Macron. Et personne n'a posé aucune question. La Chancelière allemande vient de nommer son ministre de la chancellerie, et il n'y a rien à redire, lâche-t-il. Le président de la Commission, Jean-Claude Juncker, a le droit de choisir lui-même son secrétaire général. Il a le droit de nommer Martin Selmayr à ce poste.»

Le commissaire allemand reprend son souffle. Et repart à la charge. «Martin Selmayr est-il capable de remplir la fonction? Je pense que oui. Vous pouvez l'aimer ou pas. Mais quelqu'un est-il capable de dire qu'il n'est pas à même de remplir cette fonction? Compétence, professionnalisme, âge, expérience. Vous pouvez l'aimer ou pas. Mais il en est capable. Vous devez l'accepter.»

Pourquoi cette nomination intervient-elle maintenant, à un an de la fin du mandat de la Commission? «Dès le début de son mandat, Alexander Italianer, son prédécesseur,

a dit qu'il n'irait pas jusqu'à son terme. Son engagement était d'être secrétaire général pendant trois ans.»

Le commissaire Oettinger reconnaît qu'il n'était pas dans le secret de ce départ. «J'ai appris mardi dernier cet arrangement entre le président Juncker et le secrétaire général. Son niveau d'autorité dépendait du fait que personne n'était au courant de son départ.»

Un jeu de chaises musicales au sommet de l'administration européenne a permis de placer Martin Selmayr à cette fonction. Mais un épais brouillard a pesé sur l'ensemble.

Au départ, Selmayr devait être nommé au poste de secrétaire général adjoint, après une procédure éclair de 15 jours. Coup de théâtre le 21 février, Jean-Claude Juncker annonce au collègue sa nomination au poste le plus élevé de l'administration.

Les commissaires entérinent la décision. Certains, pris de court, sont mécontents. «C'est le droit de Jean-Claude Juncker de proposer à ce poste quelqu'un de son choix», plaide Günther Oettinger.

Le niveau de la nomination étonne, un an avant la fin du mandat de la Commission

«J'ai appris mardi dernier cet arrangement entre le président Juncker et le secrétaire général.»

européenne. La procédure est ouverte, mais elle est si courte qu'un seul candidat postule contre Martin Selmayr.

Pourquoi avoir soumis Martin Selmayr à un test, alors qu'il avait déjà été choisi par le président de la Commission pour ce poste? «Comme chef de cabinet depuis trois ans, Martin Selmayr pouvait faire l'objet d'un transfert pur et simple, comme prévu par l'article 7 du règlement. Mais il a préféré dire non, c'est trop facile, je veux utiliser la procédure de l'article 29. Il a donc passé des tests.»

Le commissaire Oettinger reconnaît qu'il n'a eu vent des intentions du président Juncker qu'à la dernière minute. «Nous avons une réunion pour parler du paquet de

nominations prévues. Je lui ai proposé des alternatives pour occuper les différents postes. Il m'a dit, à cet instant, qu'il avait une requête additionnelle.»

Jean-Claude Juncker propose alors à son commissaire aux Ressources humaines la nomination de son chef de cabinet, Martin Selmayr. Le commissaire accepte sans broncher, bien qu'il n'en fût nullement question auparavant.

«J'ai ensuite auditionné Martin Selmayr, et il était clair à cet instant qu'il ne serait nommé secrétaire général adjoint que pour une seconde. Et que c'était l'intention de Jean-Claude Juncker de le proposer le lendemain matin comme secrétaire général.»

Le lendemain, mercredi matin, les vingt-sept commissaires européens sont informés et, le doigt sur la couture, entérinent le choix du nouveau secrétaire général. La discussion dure neuf minutes. Très peu réalisent le mouvement. «Jean-Claude Juncker a d'abord donné la parole à Alexander Italianer qui a annoncé son départ. Il a été applaudi. Jean-Claude Juncker a ensuite informé le collègue qu'il proposait Martin Selmayr pour le remplacer sur la base de l'article 29. C'était clair comme le cristal. Après, nous avons eu un lunch et porté un toast à Alexander Italianer.»

D'après le quotidien Libération, par qui cette affaire est arrivée sur la place publique, le poste de secrétaire général était promis à un Français. «Je n'ai jamais entendu parler de ça. Je n'en sais rien», assure Günther Oettinger.

«Il y a trop de Belges dans l'administration»

Cette nouvelle nomination d'un Allemand à un poste de haut niveau provoque une gêne au sein des institutions européennes. Le secrétariat général du Parlement européen (Klaus Welle), la présidence de la BEL (Werner Hoyer), du Service européen d'action extérieure (Helga Schmid), du Mécanisme de stabilité (Klaus Regling)... Toutes les fonctions importantes sont aux mains d'Allemands. La situation conforte le PPE (démocrates-chrétiens).

La Belgique, quant à elle, n'a plus aucun fonctionnaire au «top» de l'administration. Le seul Belge haut gradé à la Commission, Jos Delbeke, le patron de la DG Climat, a été déplacé. Il était pourtant très apprécié. «Notre principal problème est qu'il y a beaucoup trop de Belges dans l'administration. Je rencontre des ministres de Sofia, Bucarest, La Valette. Et tous demandent plus de nationaux.»

«Si je voyais Barroso, nous irions boire un café»

La polémique n'est pas éteinte. Nous abordons la question de la récente rencontre entre le vice-président Jyrki Katainen et l'ancien président José Manuel Barroso.

«Jyrki a été Premier ministre. Barroso aussi. Ce sont d'anciens collègues, réplique Günther Oettinger. Si je voyais José Manuel en bas, je lui dirais tout de suite: allons boire un café ou une bière. Il a été mon patron, mon Président. Il a été le collègue de Katainen. Il n'est pas un prisonnier. Et Katainen a été transparent.»

Günther Oettinger conclut, jusqu'au détail: «Katainen a proposé à Barroso d'aller au restaurant parce qu'il n'avait plus de bière dans son bureau.»